

BÉJAÏA**Une attaque terroriste contre un détachement de la Garde communale à Béni-Ksila repoussée**

La région d'Adekar connaît, ces derniers jours, un regain d'actes terroristes. Moins d'une semaine après la sanglante embuscade tendue sur la route de Djebba par un groupe armé ayant coûté la vie à un militaire et à un garde communal, les mêmes terroristes du GSPC ont récidivé dans la nuit de lundi dernier vers les coups de 20 heures à travers une violente attaque qui a ciblé un détachement de la Garde communale, situé au lieu dit Laâzib El Hadj dans la municipalité de Béni-Ksila, a-t-on appris de bonnes sources.

La foudroyante riposte des éléments de la Garde communale a permis de mettre en échec l'assaut terroriste, selon nos sources qui précisent que l'un des membres de la Garde communale a, néanmoins, eu la jambe fracturée.

Une vaste opération de traque des assaillants dans les maquis de Béni-Ksila et d'Adekar a été aussitôt déclenchée par les militaires en cantonnement non loin du lieu où s'est produit l'attaque terroriste. Il convient de rappeler, également, que dans la matinée de jeudi dernier, un boulanger livreur pour les éléments de l'ANP a été pris à partie dans un faux barrage par un groupe armé au lieu dit Ighzer Abbas, dans la même commune de Béni-Ksila. Le boulanger a été grièvement touché par trois balles à l'abdomen et au pied.

A. K.

EXPLOSION D'UNE BOMBE ARTISANALE À AÏT-AMRANE (BOUMERDES) Un adjudant de l'ANP tué

Hier, à 7 heures du matin, une bombe a explosé à Aït-Amrane, wilaya de Boumerdes. La déflagration a été entendue à plusieurs kilomètres de la ville.

L'engin explosif a été posé à une cinquantaine de mètres d'une cité d'habitation réservée aux militaires et située à la périphérie de la ville.

La bombe a été actionnée au passage du véhicule, une Clio, de l'adjudant B. Arabi, qui rejoignait son lieu de travail.

Le militaire, âgé d'une cinquantaine d'années, est décédé. Cette explosion a causé des blessures à un adjudant et sa sœur qui se dirigeaient à pied vers les arrêts de bus de l'université de Boumerdes et des dommages à un taxiphone et au bureau d'un avocat.

Par mesure de sécurité, les écoliers ont été privés d'école. Les services de sécurité ont, en effet, découvert une seconde bombe dissimulée dans un caniveau et, qui a été désamorcée. Il ne fait aucun doute que cet attentat est l'œuvre des terroristes de katibat El Arkam affiliée au GSPC. Il semblerait, selon nos informations, qu'un groupe important est toujours en activité dans la forêt de Djerrah.

Ce bois, à cheval entre les communes de Ammal et Aït-Amrane, dense et difficile d'accès, sert de tanière à ce groupe qui se manifeste de manière sporadique pour commettre des attentats à l'explosif.

Ali F.

LA SITUATION ÉCONOMIQUE RESTE INQUIÉTANTE**L'Algérie sur le fil du rasoir**

Des tensions budgétaires de plus en plus perceptibles, l'aggravation du syndrome hollandais et une incapacité à juguler le flux des importations... Selon des économistes, l'inquiétude persiste pour le moyen terme, persuadés que l'Algérie est sur le fil du rasoir.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Les chiffres annoncés avant-hier sur la situation de la balance commerciale (baisse des recettes d'exportations et hausse des importations) ne manquent pas de susciter l'inquiétude sur la capacité de l'Algérie à relever les défis de son développement.

D'autant que l'Algérie reste toujours dépendante des hydrocarbures et vulnérable à leurs fluctuations mais engage, cependant, des investissements liés pour leur financement aux recettes d'exportations.

Une inquiétude pour le moyen terme, selon des économistes contactés hier. Pour l'universitaire et expert international, le Dr Abderrahmane Mebtoul, l'Algérie ne devrait pas connaître de problèmes budgétaires et financiers durant l'année 2009 et le premier semestre 2010 pour un baril coté entre 40 et 50 dollars et des recettes d'exportations attendues à 35 milliards de dollars.

Néanmoins, la situation pourrait, selon lui, s'aggraver dès la fin 2010 et les années suivantes. D'autant que, fera-t-il remarquer, la crise économique mondiale risque de perdurer au moins jusqu'à la fin 2013, que la probabilité d'un baril de l'ordre de 80 dollars reste aléatoire, que la question de la stabilité du dollar reste posée et que les entrées de Sonatrach iront en diminuant.

Abderrahmane Mebtoul estime, à ce propos, que des tensions budgétaires devraient se manifester à la fin 2010-début 2011 pour un cours de 40 à 50 dollars (moins de 32 à 35 milliards de dollars de recettes) et lors du second trimestre 2011-début 2012 pour un cours entre 50 et 60 dollars (40 milliards de dollars de recettes).

D'où la nécessité, selon cet universitaire, d'une utilisation davantage rationnelle des réserves de changes, dont près de la moitié est libellée en monnaie américaine, elle-même sujet-

te à dépréciation. Comme il s'agit, selon Abderrahmane Mebtoul, de veiller à une bonne gestion par les autorités nationales des répercussions d'une crise structurelle mondiale, d'œuvrer à réduire les surcoûts dans la réalisation des projets lancés, soit assurer la bonne gouvernance économique et financière mais aussi démocratique.

A cette occasion, cet expert a proné la mise en place d'un comité national indépendant de crise, placé sous l'autorité du président de la République et formé d'une dizaine d'experts indépendants, chargé d'impulser l'organisation d'une conférence nationale de suivi et sortie de crise.

L'Algérie «est sur le fil du rasoir», dira, quant à lui, l'universitaire et expert Mourad Preure, interrogé sur les répercussions de la chute des recettes d'exportation. Pour ce consultant, «les niveaux actuels du prix du pétrole sont tels qu'on ne pouvait s'attendre à mieux». Néanmoins, cet universitaire s'inquiète du fait que les importations restent tout aussi importantes, de moins en moins contractées, voire de la persistance et aggravation du syndrome hollandais.

En expliquant à ce propos que l'économie nationale, vulnérable aux fluctuations du pétrole, n'a pas su profiter de la hausse des cours de l'or noir pour juguler les importations. Comme cet expert fera remarquer que la crise financière et économique mondiale actuelle masque une crise pétrolière haussière sur le long terme (épuisement perceptible des réserves, difficultés d'investissements industriels, des capacités d'hydrocarbures inutilisées, une cohésion de l'Opep problématique mais des prix du pétrole potentiellement à 100 dollars...). Ainsi, Mourad Preure estime, également, que les recettes attendues seraient de 40 milliards de dollars et que le déficit commercial pourrait être évité en 2009, mais «le pire n'est pas à exclure», dira-t-il.

Pour cet économiste, l'opportunité se pose d'une gestion plus active des réserves de changes, d'une offensive à l'international en termes de participation au capital et acquisition d'actifs et de sociétés de haute technologie, ainsi que d'une meilleure valorisation de l'outil productif et entrepreneurial national.

C. B.

DES POLITIQUES S'EXPRIMENT**L'économie du pays reste très fragilisée**

L'économie nationale, vulnérable aux fluctuations du prix du pétrole, reste encore très fragilisée selon quelques voix partisanes, sereines quelque peu pour le court terme mais inquiètes sur le moyen et long terme.

Pays mono-exportateur, l'Algérie reste encore fragile du point de vue économique, dans le contexte de la crise mondiale qui perdure depuis l'année dernière. Une fragilité que relèvent quelques voix partisanes contactées hier suite à l'annonce des chiffres inquiétants de la balance commerciale pour le premier semestre écoulé.

Certes, le porte-parole du Mouvement de la société pour la paix (MSP), Mohamed Djemaâ, s'est montré relativement serein pour le court terme. «L'Algérie ne doit pas connaître de problèmes économiques pour le court terme», dira-t-il. D'autant que les disponibilités financières existent (fonds de

réglage des recettes, réserves de changes...) pour amortir certains chocs extérieurs et financer les programmes de développement lancés. Néanmoins, la situation sera différente sur le moyen et long terme, d'autant que les recettes extérieures engrangées sur la base d'un baril à 40 dollars suffiront à peine à compenser les importations de plus en plus importantes et que le risque d'une mauvaise utilisation des disponibilités actuelles reste posé.

Comme Mohamed Djemaâ ne manquera pas de relever que le recours de plus en plus accentué des économies occidentales aux énergies renouvelables et alternatives est un facteur à prendre sérieusement en considération pour un pays mono-exportateur d'énergies fossiles. Voire, le financement des transferts sociaux risque de pâtir, à terme, des retombées de la crise, autre signe de fragilisation économique du pays, fera remarquer ce militant partisan. A charge, cependant, que le la soit donné à l'impulsion d'une «économie véritable», observe-

ra Mohamed Djemaâ. Quant au secrétaire national aux PME du Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD), Nadir Hamouche, il a également affiché son inquiétude quant à la capacité réelle de l'Algérie à bien gérer les conséquences de la crise économique mondiale actuelle.

Pour ce militant RCD, la situation de l'économie nationale n'est pas près de s'améliorer. «tant que la crise mondiale n'est pas résolue, là où il faut» et une «crise qui doit perdurer encore trois ans». Et d'autant que les recettes d'exportations engrangées, amoindries, ne suffiront qu'à couvrir des importations de plus en plus importantes, comme le fera remarquer Nadir Hamouche.

Pour ce dernier, l'occasion est opportune pour engager «une réflexion approfondie» à même de permettre de juguler, stopper la crise, mais aussi de mettre un terme aux «faux semblants» et «leur» que la politique économique menée actuellement constitue.

C. B.

SONATRACH**Maintien des investissements malgré la baisse de ses revenus**

La baisse des recettes pétrolières de l'Algérie, durant le premier trimestre 2009, ne semble pas inquiéter le président-directeur général de Sonatrach, M. Mohamed Meziane. La Société nationale des hydrocarbures tient à maintenir ses investissements à l'international et à poursuivre le programme de développement de son industrie pétrochimique à l'échelle nationale.

Lyès Menacer - Alger (Le Soir) - Les recettes algériennes, provenant de l'exportation des hydrocarbures, sont passées de 19,3 milliards de dollars au premier trimestre 2008 à 10,3 milliards de dollars durant la même période de l'année 2009. La crise financière internationale est à l'origine de la baisse des exportations de l'or noir et de la chute des revenus de l'Algérie. Une telle situation avait suscité beaucoup d'inquiétudes quant au risque de voir s'interrompre l'ambitieux programme de développement de l'entreprise Sonatrach, notamment sur l'international.

Invité hier matin par la rédaction de la Radio nationale Chaîne 3, le P-dg de cette société a tenté de se montrer rassurant. «Notre politique de développement à l'international est pragmatique et assez fine. Nous sommes conscients des risques encourus en cette période de crise, mais les résultats obtenus jusque-là nous encourage-

ment à aller de l'avant. Nous travaillons avec l'espoir d'atteindre les objectifs que nous nous sommes tracés», a-t-il insisté.

Les progrès dont parle Mohamed Meziane concernent la dernière découverte de Sonatrach international en l'occurrence son premier gisement d'hydrocarbures en Libye. Cette découverte est la première qu'enregistre cette société sur l'international. «L'évaluation de ce gisement est en cours, mais les premiers résultats plaident pour une découverte moyenne», répond-il.

L'invité de Souhila El Hachemi affirme que le premier puits donne une moyenne de 1 125 barils par jour alors qu'un deuxième puits donne une moyenne de 1 900 barils par jour. Se voulant plus rassurant, le P-dg de Sonatrach parle d'un plan d'investissement, à moyen terme, de l'ordre de 1,5 jusqu'à 1,6 milliard de dollars entre 2009 et 2013. Rien que pour l'année

2009, M. Meziane annonce l'investissement de pas moins de 300 millions de dollars dont 60% de cet argent seront consacrés à l'exploration et au développement.

A noter que Sonatrach est déjà présente au Pérou, dans les pays sahariens (Mali, Niger, Mauritanie) et quelques pays du Golfe comme Aman où elle participe activement aux activités d'exploration et elle réalise seule des travaux sismiques et de forage à indiqué encore l'invité de la radio. Malgré l'ampleur de la crise financière internationale, M. Meziane affirme que l'entreprise qu'il dirige compte améliorer ses parts de marché d'ici l'année 2015. «Le plan tracé pour l'international prévoit l'acquisition de réserves pétrolières de 600 millions de barils par jour d'ici la fin de l'année 2015. Actuellement, Sonatrach international participe à la production de 120 000 barils/jour. Au Pérou, nous produisons 5 000 barils/jour et nous comptons atteindre le double avec l'exploitation d'un troisième puits», dit-il.

Concernant sa société de distribution, Sonatrach envisage de s'installer sur le marché américain, dans le cadre d'un partenariat avec l'entreprise américaine Statoil. La prise de par-

ticipations au sein des grands groupes pétroliers n'est pas à écarter aussi mais elle devra être étudiée, a répondu le P-dg de Sonatrach qui a acquis 2,035 des actions d'une entreprise pétrolière portugaise récemment.

L'industrie pétrochimique nationale ne souffrirait pas de la baisse des revenus de Sonatrach, a essayé de rassurer encore M. Meziane. «Nous avons un plan de développement de cette industrie que nous avons étudié avec des paramètres réalistes. Le programme élaboré est maintenu. Nous avons fait une évaluation des coûts de l'investissement qui pourrait atteindre 37 milliards de dollars. Ce programme consiste en plusieurs projets de capacité internationale comme celui du complexe du méthanol ou du craquage du méthane. Les capacités de raffinage seront aussi augmentées. Il faut noter la réalisation d'une raffinerie de 600 000 tonnes/an à Adrar, une usine de condensat à Skikda d'une capacité de production de 5 millions de tonnes/an et d'une autre raffinerie de 15 millions de tonnes/an à Tيارت qui entrera en production dans peu de temps», précise-t-il, optimiste de voir les prix de l'or noir remonter jusqu'à 70 dollars le baril.

L. M.